

COMMUNIQUE DU 21 DECEMBRE 2011

**TOGO, ABUS DE POUVOIR CONTRE LES ETUDIANTS TOGOLAIS :
Entre rapt, kidnapping et disparition**

Au moment où cvu-togo-diaspora met en ligne ce communiqué, Faure Gnassingbé et son système RPT/AGO ont choisi de fermer le Campus Nord de l'Université de Lomé et d'empêcher celle de Kara de fonctionner normalement.

**1. LES FORCES DU RPT/AGO, EN CIVILS TENTENT DE FAIRE DISPARAÎTRE LES
ÉTUDIANTS TOGOLAIS CONTESTATAIRES**

Le pouvoir a donc envoyé son fidèle serviteur à la tête des forces de la Gendarmerie Nationale en les déguisant en civil. Ces forces dirigées par le Colonel Yark, personnellement présent sur les lieux, ont tenté de procéder à l'arrestation du Président du Mouvement pour l'émancipation de l'étudiant togolais (MEET), Adou Séidou et de plusieurs de ses camarades.

Ce que doivent savoir la Communauté internationale, l'Union européenne et la France, qui ont financé en leur temps les équipements qui servent aujourd'hui à martyriser le peuple togolais, c'est que les forces du Colonel Yark viennent dans des véhicules tout terrain banalisés qui portent des immatriculations du Nigéria, du Ghana et du Bénin.

Le Secrétaire général du MEET aurait réussi à échapper à cette rafle illégale et tente de coordonner, dans des conditions difficiles, la poursuite de leur combat. Mais d'autres étudiants et syndicalistes qui ne demandent que le respect des engagements pris par le gouvernement lors de la dernière grève estudiantine, il y a quelques mois, ont été kidnappés et emmenés vers des destinations inconnues.

2. RECOMMANDATIONS :

Le cvu-togo-diaspora :



- exhorte le Gouvernement togolais de ne pas considérer le Togo comme la Syrie et à engager des discussions responsables vers la résolution d'un conflit étudiant qui risque une contagion vers les autres secteurs productifs du pays ;
- demande aux parlementaires et autorités occidentales comme africaines notamment le Nigeria, le Benin et le Ghana de vérifier l'information et d'interdire aux forces togolaises de commettre des exactions contre le peuple, avec ou sans plaques minéralogiques étrangères ou togolaises.
- rappelle que tout peut se résoudre par la négociation, encore faut-il que les militaires et gendarmes respectent l'ordre républicain et que les dirigeants politiques prennent des décisions responsables autour d'une table ; enfin
- considère que le système RPT/AGO, en refusant le droit d'expression la plus élémentaire aux étudiants et en ne respectant pas sa signature, n'honore pas ses engagements et perd en crédibilité aux plans national comme international.

Le 21 décembre 2011



Dr Yves Ekoué AMAÏZO
Coordinateur Général

François Fabregat
Secrétaire général

